

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1881-1882.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE FÉVRIER.

FEUILLETON AU 10 MARS 1882.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 1. | 12583. | <p>Par pétition datée de Bastogne, le 24 janvier 1882,</p> <p>Des membres du conseil communal de Bastogne demandent que le chemin de fer projeté de Marloie-Bastogne-Wiltz passe par Hargimont, Grune, Champlon, Wimbay et Herbaimont.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 2. | 12614. | <p>Par pétition datée de Pironchamps, le 20 février 1882,</p> <p>Le sieur Pierrard réclame itérativement l'intervention de la Chambre pour obtenir l'inscription de sa fille sur les registres de l'état-civil de la commune de Pont-de-Loup, avec exemption des frais éventuels pouvant résulter de ce chef.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 3. | 12688. 12689. 12690. 12791. 12793. 12806. 12807. 12808. 12809. | <p>Par pétition datée de Bruges, le 27 janvier 1882,</p> <p>Des membres de la Société royale « Kunstliedje, » à Bruges, prient la Chambre de combler les lacunes de la loi du 17 août 1873, réglant l'emploi de la langue flamande en matière répressive, dans le sens indiqué par la conférence flamande du barreau gantois.</p> <p>Même demande d'habitants de Calcken, Maeter, Oosterzele, Zulte, Aeltre, Waerschoot, Mullem, Wavre-Sainte-Catherine, Astene, Louvain, Duffel, Wontergem;</p> |

| | |
|------------------------------|--|
| Numéros du feuilleton. | Numéros du registre des pétitions. |
|------------------------------|--|

de communes non dénommées ; des président, secrétaire et membres de la section du « Willemsfonds », de membres de la Société « Van Gheluwe 's genootschap », à Bruges ; de membres du « Liberale Vlaamsche Bond », à Bruges ; des président et secrétaire de la Société « Volksbelang », à Anvers ; des président et secrétaire du « Nederduitsche Burgerskring », à Louvain ; de membres du conseil communal de Gysezele ; des vice-président et secrétaire de la Société « De Veldbloem », à Bruxelles ; de membres de la section du « Willemsfonds » à Lierre ; de membres de la section du « Willemsfonds » à Ostende ; de membres du comité de la Société « De Vrije Burgers », à Maezeyck.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

4. 12748. Par pétition datée de Louvain, en décembre 1881,
12749. Des habitants de Louvain prient la Chambre de donner
12750. à la langue flamande la place qui lui revient devant les
12796. tribunaux, dans l'enseignement public, dans les actes de
12797. l'état-civil, les inscriptions sur les monuments, les mon-
12798. naies, les timbres-poste, les imprimés, avis, adjudications,
12799. affiches, feuilles officielles, les procès-verbaux et les
12800. déclarations des témoins. Ils demandent, en outre, qu'on
n'envoie plus en pays flamand des fonctionnaires ignorant
la langue du peuple, ainsi que l'abolition du tirage au sort
et la création d'une armée de volontaires.

Même demande d'habitants de Saint-Josse-ten-Noode,
Aerschot, Tildonek.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Justice, de l'Instruction Publique, de l'Intérieur, des Travaux Publics et des Finances.*

5. 12755. Par pétition datée de Louvain, en février 1882,
12766. Des habitants de Louvain demandent l'abolition du
12767. tirage au sort et la création d'une armée de volontaires.
12768. Même demande d'habitants d'Anvers, Saint-Josse-ten-
12769. Noode, Aerschot, Louvain, Thildonek, Hingene, Calmp-
12770. thouthschenhoek, de membres de la Société « Clauwaerts-
12812. ghilde », à Roulers, et du sieur Van der Baugen.
12826. DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur*
12827. *et de la Guerre.*
12828.
12829.
12830.

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|--|
| 6. | 12761. | <p>Par pétition datée de Liège,</p> <p>Des élèves de l'école normale des humanités, à Liège, demandent que l'article 78 de la loi du 30 juin 1870, concernant les exemptions en matière de milice, leur soit rendu applicable.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et de l'Instruction publique.</i></p> |
| 7. | 12762. 12852. | <p>Par pétition datée d'Offagne, le 29 janvier 1882,</p> <p>Des membres de l'administration communale d'Offagne demandent que le chemin de fer projeté de Jemelle à Sedan parte de Paliseul et passe près de Dohan et Baubru.</p> <p>Même demande de membres des administrations communales de Fays-les-Veneurs, Paliseul, Forrière, Jéhonville, Dohan; des conseils communaux de Fromont, Opont, Masbourg, Villance, Anloy; d'habitants de la Cornette et d'Oizy.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 8. | 12764. | <p>Par pétition datée de Dessel, le 30 janvier 1882,</p> <p>Le sieur Verbeeck, à Dessel, qui a deux fils au service militaire, demande que l'un d'eux puisse rentrer dans ses foyers en congé limité.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 9. | 12771. 12786. 12787. | <p>Par pétition datée d'Eecloo,</p> <p>Des habitants d'Eecloo proposent des modifications à la loi du 28 janvier 1850 sur les vices rédhibitoires.</p> <p>Même demande d'habitants de Saint-Laurent, Sainte-Marguerite, Maldegem, Bassevelde, Watervliet, Saint-Jean-in-Eremo, Adegem, Melsen et Grammont.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres de la Justice et de l'Intérieur.</i></p> |
| 10. | 12773. | <p>Par pétition datée d'Eecloo, le 4 février 1882,</p> <p>Des habitants d'Eecloo réclament l'intervention de la Chambre pour obtenir du Gouvernement la présentation d'un projet de loi réprimant l'abus des boissons alcooliques.</p> <p>Même demande d'habitants de Bruxelles.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i></p> |

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 11. | 12775. | <p>Par pétition datée de Westmalle, le 3 février 1882,</p> <p>Le conseil communal de Westmalle réclame contre l'arrêté royal du 20 janvier 1882 décrétant d'office l'établissement d'une école gardienne dans cette localité.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.</i></p> |
| 12. | 12777. | <p>Par pétition datée de Verlaine, le 5 février 1882.</p> <p>Le sieur Paquay demande que son second fils, qui a fait le terme de service militaire de son aîné soit renvoyé en congé illimité.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.</i></p> |
| 15. | 12779. | <p>Par pétition datée de Baulers, le 30 janvier 1882,</p> <p>Des habitants de Baulers, demandent que le chemin de fer projeté de Chimay vers la France se dirige directement sur Roeroy et Rologne plutôt que sur Signy.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 14. | 12841. | <p>Par pétition datée de Forges, le 12 février 1882,</p> <p>Des habitants de Forges demandent que le prolongement, projeté vers la France, du chemin de fer en construction de Frameries-Chimay soit dirigé sur Signy-le-Petit et passe entre les villages de Forges et de Bourlers.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 15. | 12780. | <p>Par pétition datée de Lombeek-Sainte-Catherine, le 5 février 1882,</p> <p>Dès habitants de Lombeek-Sainte-Catherine demandent le prompt achèvement de la nouvelle station de chemin de fer à Esschene-Lombeek.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 16. | 12781. | <p>Par pétition datée de Thielt, le 1^{er} février 1882,</p> <p>Le sieur Deslypere demande que les instituteurs diplômés puissent faire valoir, pour leur pension éventuelle, les années de service passées dans les orphelinats, en qualité de professeurs-surveillants.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.</i></p> |

- | Numeros
du
feuilleton. | Numeros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 17. | 12782. | <p>Par pétition datée de Jumet, le 1^{er} février 1882.</p> <p>Le sieur Trappeniers, à Jumet, se plaint de n'être pas indemnisé du chef de la suppression d'un sentier constituant une servitude.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.</i></p> |
| 18. | 12785. | <p>Par pétition datée de Fayt, le 6 février 1882,</p> <p>Des instituteurs du canton de Seneffe prient la Chambre de prendre les mesures nécessaires pour assurer le paiement régulier des traitements des instituteurs primaires.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres de l'Instruction publique et de l'Intérieur.</i></p> |
| 19. | 12821. | <p>Par pétition datée de Gheel, le 15 février 1882.</p> <p>Des instituteurs et institutrices communaux à Gheel se plaignent de ne pas être payés régulièrement et demandent que leurs traitements fixes et émoluments soient dorénavant payés par un fonctionnaire de l'État au milieu ou à la fin de chaque mois.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à MM. les Ministres de l'Instruction publique et de l'Intérieur.</i></p> |
| 20. | 12784. | <p>Par pétition datée de Villers-sur-Semois, le 5 février 1882.</p> <p>Des habitants de Villers-sur-Semois demandent l'établissement d'une halte de chemin de fer à Houdemont.</p> <p>Même demande d'habitants d'Houdemont et du sieur Jaumain à Habay-la-Vielle.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 21. | 12802. 12852. | <p>Par pétition datée de Ferrières, le 5 février 1882.</p> <p>Le conseil communal de Ferrières demande que le chemin de fer projeté de Bruxelles à Mayence passe par Ferrières.</p> <p>Même demande du conseil communal d'Ernonheid.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |

| | |
|------------------------------|--|
| Numéros du feuilleton. | Numéros du registre des pétitions. |
| 22. | 12805. |

Par pétition datée de Momignies,

Des membres de l'administration communale de Momignies demandent une enquête sur les faits qui ont amené la démission du sieur Gossette, comme sous-instituteur dans cette commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

23. 12814.

Par pétition datée de Bruxelles, le 6 février 1882,

Le sieur Louis réclame l'intervention de la Chambre pour faire expulser de la Belgique les religieux et religieuses de nationalité étrangère, qui s'occupent d'un commerce ou d'un trafic quelconque, et demande qu'il soit pris des mesures contre la concurrence dont souffrent les ouvriers et les petits commerçants de la part des communautés composées de Belges.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

24. 12815.

Par pétition datée de Gand, le 10 février 1882,

Des notaires de Gand demandent que les actes notariés contenant quittance de prix de vente de biens adjugés publiquement soient, par exception, enregistrés, soit à un droit fixe gradué, soit à un droit proportionnel réduit.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

25. 12815.

Par pétition datée de Haccourt, le 12 février 1882,

Le sieur Lutén, ancien soldat au 5^e régiment de lanciers, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement d'une somme de 30 francs, qui lui est due chaque trimestre, par le Département des Finances.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

26. 12816.

Par pétition datée de Namur, le 12 février 1882,

12843.

Le sieur Benoit se plaint de la ressemblance qui existe entre la tenue des officiers de l'intendance et celle des agents de police, et demande que ces officiers portent des garnitures en or au lieu des garnitures actuelles qui sont en argent.

Même demande des sieurs Dupont, Servais, Fries, et d'habitants d'Anvers.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

- | Numéros
du
feuilleton. | Numéros
du registre des
pétitions. | |
|------------------------------|--|---|
| 27. | 12817. | <p>Par pétition datée de Gand, le 12 février 1882,</p> <p>Le sieur Vandam demande qu'après un certain nombre d'années de grade, les commis des accises obtiennent une augmentation de traitement, conformément au système adopté pour les sous-contrôleurs de la même branche d'administration.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Finances.</i></p> |
| 28. | 12818. | <p>Par pétition datée de Dadizeele, le 10 février 1882,</p> <p>Des membres du conseil communal et des habitants de Dadizeele demandent la construction d'un chemin de fer de Menin à Roulers.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 29. | 12822. | <p>Par pétition datée de Salet, le 12 février 1882,</p> <p>Des habitants de Salet se plaignent de ce que l'administration communale de Warnant n'établisse pas d'école mixte dans leur hameau.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.</i></p> |
| 30. | 12824. 12844. 12851. | <p>Par pétition datée de Furnes, le 27 janvier 1882,</p> <p>Des habitants de Furnes demandent la construction d'un chemin de fer de Nieuport à Ypres, par Furnes, Alveringhem, Pollinchove, Loo, Oostvleteren et Woesten.</p> <p>Même demande de membres du conseil communal d'Alveringhem, Hoogstaede, Stavele, Westvleteren, Crombeke, et d'habitants de Pollinchove.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.</i></p> |
| 31. | 12838. 12863. | <p>Par pétition datée de Stekene, le 14 février 1882,</p> <p>Les membres du conseil communal de Stekene demandent l'abrogation des dispositions de la loi sur le domicile de secours se rapportant au fonds commun.</p> <p>Même demande du bourgmestre de Laerne et du conseil communal de Lebbeke.</p> <p>DÉCISION : <i>Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur</i></p> |
| 32. | 12839. | <p>Par pétition datée de Laerne, le 13 février 1882,</p> <p>Le bourgmestre de Laerne demande la construction</p> |

| | |
|------------------------------|--|
| Numéros du feuilleton. | Numéros du registre des pétitions. |
|------------------------------|--|

d'un chemin de fer de Gand à Termonde par Zele, Overmeire, Caleken, Laerne, Heusden et Meirelbeke.

DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.

33. 12840. Par pétition datée de Tellin, le 23 octobre 1881,
La dame Slegers, à Tellin, veuve du sieur Golinvaux, ancien secrétaire communal et ancien instituteur, réclame la pension que la loi accorde aux veuves des instituteurs et des secrétaires communaux.
DÉCISION : Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de l'Instruction publique.
34. 12842. Par pétition datée de Charleroi, le 5 février 1882,
Les président et secrétaire du comité électoral de Charleroi-Nord demandent que le droit d'appel en matière électorale communale ne soit plus accordé au gouverneur seulement, que les intéressés puissent exercer leurs recours auprès du Roi, et que les bulletins contestés, validés ou non par la Députation permanente, restent au dossier à la disposition des intéressés jusqu'à l'expiration du délai d'appel.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
35. 12853. Par pétition datée d'Ichteghem, le 18 février 1882,
Le sieur Bouequez réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir l'exécution de la décision en vertu de laquelle il a été nommé receveur communal d'Ichteghem.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
36. 12854. Par pétition datée de Cugnon-Mortehan, en janvier 1882,
Des habitants de Cugnon-Mortehan, Herbeumont, Auby et Bertrix demandent que le chemin de fer en voie de construction de Libramont à Bertrix soit continué de Bertrix vers la France, en passant par Cugnon-Mortehan.
DÉCISION : Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
37. 12856. Par pétition datée de Schooten, le 20 février 1882.
La dame vander Aa demande une remise de peine et d'amende en faveur de son fils, Populaire, sergent-four-

Numéros
ou
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

rier au 8^e régiment de ligne, condamné à 4 mois de prison et 300 francs d'amende pour duel.

Même demande du sieur Liénard vander Aa.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Justice.*

38. 12857. Par pétition datée de Gheel, le 23 février 1882,
La dame Hermans, veuve du sieur Gybels, militaire pensionné, demande qu'une partie de la pension de son mari lui soit conservée.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

39. 12858. Par pétition datée de Mussy-la-Ville,
Le sieur Gillet-Fradcourt, ancien volontaire de 1830, demande une pension ou un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

40. 12859. Par pétition datée d'Ostende, le 25 janvier 1882,
Les président et secrétaire de l'Association commerciale d'Ostende appuient la demande des anciens étudiants de l'Institut supérieur de commerce d'Anvers, tendant à obtenir que cet établissement soit organisé par une loi et assimilé aux autres établissements d'enseignement supérieur.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*
